

BGE 61 I 441

Bundesgericht (BGE), 1935-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_61_I_441

FR: ATF 61 I 441

IT: DTF 61 I 441

Volltext

440 Strafrecht. mehr habe anhalten können, als er des Kindes auf eine Distanz von 7-8 m ansichtig geworden sei. Nun wäre aber bei einer Geschwindigkeit von 30 kni ein Anhalten auf 7 -8 m überhaupt nicht mehr möglich gewesen, da die Anhalte- strecke einschliesslich der Reaktionszeit bei der genannten Geschwindigkeit durchschnittlich 15,53 m beträgt (vgl. die Bremstabelle bei STREREL, S. 380) ; die Vermutungen, die das Obergericht aus dem Nichtanhalten des Kassa- tionsklägers zieht, könnten somit von vorneherein nicht richtig sein. 3. - Sofern es sich bei der Milchgasse nur um einen Hausplatz von 2 oder 3 Häusern, bezw. um die Zufahrt zu diesem, handelt, wie der Kassationskläger dies behauptet, so wäre daher eine Verletzung der Art. 20 und 25 MFG zu verneinen. Da die Akten über die Richtigkeit dieser Be- hauptung keinen Aufschlus..! geben, so ist die Sache zur Vornahme der erforderlichen Erhebungen hierüber an die Vorinstanz zurückzuweisen. 4. - Aber auch für den Fall, dass nach den örtlichen Verhältnissen die Milchgasse als eine Seitenstrasse anzu- sehen wäre, könnte der Vormstanz nicht ohne weiteres bei- gepflichtet werden. Denn nach der Behauptung des Kas- sationsklägers ist für den von Rheinfeldern her kommenden Fahrer der obere Teil der Milchgasse vollständig übersicht- lich, und nur das letzte Teilstück unmittelbar vor der Ein- mündung ist durch eine Mauer und eine Grasböschung ver- deckt, und auch da nur in der Höhe von 1,50 m, so dass ein von dort kommendes Motorfahrzeug ebenfalls gesehen werden könnte. Trifft diese Behauptung zu, so bestand für den Kassationskläger wiederum kein Anlass, Signal zu geben oder seine Geschwindigkeit noch weiter zu vermin- dern, da er nicht damit zu rechnen hatte, einem von rechts kommenden Motorfahrzeug den Vortritt gewähren zu müssen. Dass ein Kind plötzlich aus der Einmündung herausgerannt kommen könnte - einen Erwachsenen hätte er ja ebenfalls gesehen. bei Richtigkeit seiner Dar- stellung - brauchte er nicht vorauszusehen (vgl. oben Organisation der Bundesrechtspflege. No 68. 441 Erw. 2). Da den Akten über die Frage der Übersichtlich- keit ebenfalls nichts entnommen werden kann, so hat sich die Untersuchung der Vorinstanz auch auf diese Frage zu erstrecken. 5. - Ist eine Verletzung der Bestimmungen des MFG aus einem der beiden erwähnten Gründe zu verneinen, so würde auch die Verurteilung wegen des kantonalen Delik- tes der Körperverletzung nach der ständigen Praxis des Kassationshofs hinfällig, da die Fahrlässigkeit des Kassa- tionsklägers von der Vormstanz ausschliesslich in der Verletzung der Fahrvorschriften des MFG erblickt wird (vgl. BGE 61 I S. 214). Demnach erkennt der Kassationshof : Die Beschwerde wird dahin gutgeheiss- m, dass das Urteil des Obergerichts des Kantons Aargau vom 11. Oktober 1935 aufgehoben und die Sache im Sinne der Erwägungen an die Vorinstanz zurückgewiesen wird. VI .. ORGANISATION DER BUNDESRECHTSPFLEGE ORGANISATION JUDICIAIRE FEDERALE 68. Anit da la. Cour da cassa.tion panlle du a3 decambre 1935 dans la causa Hunkaler contre Cour da Justice de Genen. Loi fMernle deleguant au Conseil fMeral la competenee pour Mieter, par voie d'ordonnanee, des prescriptions BUr un cer- tarn objet. Ordonnance du Conseil fMeral deleguant a. son tour

aux cantons la compétence pour émettre des règlements d'application, sous réserve d'approbation par le Conseil fédéral lui-même. Une fois cette approbation donnée, le Tribunal fédéral n'a pas qualité pour examiner si le règlement cantonal est conforme à l'ordonnance du Conseil fédéral. L. I. du 8 décembre 1905 ~ le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels, art. 7 al. 7. 442 Strafrecht. Ord. du Oontjeil/Mbal du 29 janvier 1909, concernant l'abatage du bétail, l'inspection des viandes et le commerce de la viande et des préparations de viande. A. - Auguste Hunkeler-Delavigne exploite à Genève, depuis 1928, un commerce de charcuterie et de viande fraîche de volailles, de Japins, etc. Une autorisation lui a été accordée à ces fins le 8 septembre 1928 par le Département genevois de justice et police. Le 21 novembre 1933, le Conseil d'Etat de Genève a élaboré un nouveau règlement concernant l'abatage du bétail, l'inspection et le commerce des viandes. Ce règlement - qui a été approuvé par le Conseil fédéral le 14 décembre 1933 - contient, entre autres dispositions, les articles ci-après: « § 23. - Boucherie. - La vente de viande fraîche de volailles, Japins, poissons, tortues, gibier, crustacés, mollusques, etc., est interdite dans ces locaux. » § 37. - La vente, la manipulation, la confection ou l'entrepôt de toutes espèces de viande ou de préparations de viande sont interdits en tous lieux autres que ceux prescrits par le présent règlement... » § 69. - Des l'entrée en vigueur du présent règlement, seule la vente des viandes et préparations de viande prescrites pour chaque genre de commerce est autorisée. - Un délai de six mois est accordé au détenteur d'une autorisation pour se conformer aux prescriptions concernant les installations et aménagements de ses locaux ... » Un extrait de ce règlement a été remis à Hunkeler. Néanmoins celui-ci a continué à exploiter son commerce comme par le passé. Mis en contravention à trois reprises, il a déclaré qu'il refusait de se conformer aux nouvelles prescriptions. B. - Le 1^{er} octobre 1934, le Procureur général de la République et Canton de Genève a fait citer Hunkeler devant le Tribunal de police de ce canton, sous la prévention d'infraction aux art. 11, 23, 24, 37 et 38 du règlement du 21 novembre 1933. Hunkeler a conclu à libération. C. - Par jugement du 3 juin 1935, le Tribunal a libéré Hunkeler de la prévention d'infraction aux art. 11 et 24 du règlement cantonal, mais l'a condamné à 60 fr. d'amende et aux frais pour infraction aux art. 23, 37 et 68 dudit règlement. Sur appel du prévenu, ce jugement a été confirmé par la Cour de Justice de Genève, qui a condamné l'appelant aux frais de seconde instance (arrêt du 5 octobre 1935). D. - Par acte déposé en temps utile, Hunkeler s'est pourvu à la Cour de cassation fédérale du Tribunal fédéral, en concluant à l'annulation du jugement de première instance et de l'arrêt d'appel, tous les frais étant mis à la charge de l'Etat de Genève. E. - La Cour de Justice et le Procureur général de la République et Canton de Genève s'en réfèrent à l'acte attaqué. On objecte en droit: En son art. 7 al. 7, la loi fédérale du 8 décembre 1905 sur le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels dispose comme il suit: « Le Conseil fédéral édictera, par voie d'ordonnance, des dispositions spéciales sur l'abatage et l'inspection des viandes ... » En exécution de cet article, le Conseil fédéral a édicté l'ordonnance du 29 janvier 1909 concernant l'abatage du bétail, l'inspection des viandes et le commerce de la viande et des préparations de viande. Les cantons sont chargés de l'application de cette ordonnance, conformément à son article 63. Les ordonnances d'exécution promulguées par eux doivent être approuvées par le Conseil fédéral. Le Tribunal fédéral a jugé à plus d'une reprise (v. notamment RO 52 I 161) que l'approbation donnée par le Strafrecht. Conseil fédéral à la législation cantonale ne dispensait pas les tribunaux d'examiner, en cas de litige, si cette législation était

conciliable avec le droit federal. Mais il s'agissait de l'approbation prevue par l'art. 102 n° 13 CF, qui ne suppose, en somme, qu'un examen sommaire de la conformite des actes cantonaux avec les lois votees par l'Assemblee federale. Or, en l'espece, l'approbation du reglement cantonal genevois n'a pas eu lieu en vertu de l'art. 102 ch. 13 CF, mais bien en vertu de l'art. 63 precite de l'ordonnance du 29 janvier 1909. Ayant reconnu de l'Assemblee federale, par l'art. 7 al. 7 de la loi sur les denrees alimentaires, une delegation de competence, le Conseil federal en a delegue a son tour une partie aux cantons, tout en se reservant de ratifier leur oeuvre. Il suit de la que cette ratification n'est que le prolongement de son activite de legislateur delegue. En d'autres termes: par cet acte, il fait siennes les prescriptions eructees par les cantons. Des lors le Tribunal federal peut bien encore revoir la conformite de ces textes avec les lois federales ; en revanche, la question de leur conformite avec l'ordonnance meme du Conseil federal est definitivement tranchee par l'executif. C'est donc en vain que le recourant critique le reglement genevois du 21 novembre 1933 (notamment son art. 23), en le pretendant inconciliable avec l'ordonnance du 29 janvier 1909. Au contraire, ce reglement - que Hunziker ne pretend pas contraire aux lois federales - doit etre considere comme rentrant dans le cadre de cette ordonnance (notamment de son art. 25, al. 2). Or il est constant que le recourant a viole ledit reglement. Il s'est donc rendu passible des peines prevues par l'ordonnance (art. 63), soit des peines enoncees dans la loi federale du 8 decembre 1905. Le Tribunal federal prononce : Le pourvoi est rejete.

Organisation der Bundesrechtspflege. No 69. 69. Orteil des Kassationshofes vom 8. Dezember 1935 i. S. Rüttimann gegen Staatsanwaltschaft Zürich. Bei Vorliegen der in Art. 335 Abs. 2-4 genannten Voraussetzungen darf der Richter den Strafaufschub nur verweigern, wenn im konkreten Falle besondere Umstände vorliegen, welche dessen Anwendung als Zweckwidrigerscheinen lassen. - Gegen die Verweigerung ist die Nichtigkeitsbeschwerde nur gegeben, wenn der Richter das ihm in Art. 335 gelassene Ermessen überschritten hat.

A. - Jakob Rüttimann in Arni ist vom Obergericht des Kantons Zürich durch Urteil vom 24. Oktober 1935 wegen fortgesetzter Milchfälschung (Zusatz zentrifugierter Magermilch) gestützt auf Art. 36 und 37 IMG zu 3 Wochen Gefängnis und 500 Fr. Geldbusse verurteilt worden unter Ablehnung des bedingten Strafvollzugs des Art. 335 BStP. Die Ablehnung ist damit begründet, dass der Angeklagte bereits früher einmal neben seinem Bruder in ein Strafverfahren wegen Milchfälschung verwickelt war, wo er freigesprochen wurde. Trotz Freisprechung sei ihm dieses Verfahren natürlich eine deutliche Warnung gewesen, die aber, wie der vorliegende Fall zeige, nicht genügend gewirkt habe. Das lasse seinen Charakter nicht in günstigem Licht erscheinen. Dazu komme noch, dass er einen erheblichen deliktischen Willen und eine Beharrlichkeit an den Tag legte, die kaum erwarten lassen, dass er sich ohne Vollzug der Freiheitsstrafe künftig an die Schranken der Rechtsordnung halten werde. Damit sei nicht gesagt, dass er etwa auch in anderer Beziehung zu Delikten neige; in bezug auf sein Gewinnstreben habe er aber zweifellos nicht genügenden innern Halt, der Versuchung zu widerstehen, es mit unredlichen Mitteln zu befriedigen.

B. - Die Verweigerung des bedingten Strafvollzugs greift der Verurteilte mit rechtzeitig eingereichter Kassationsbeschwerde an. Er bezeichnet die hierfür gegebene Begründung als willkürlich. Es sei nicht einzusehen, wieso